

Migrations :

sortir des visions anxiogènes

Laurent D'Altoe ■ Avril 2016

L'immigration, vécue pendant des siècles comme un apport essentiel pour les sociétés d'accueil, est aujourd'hui vue et ressentie comme un danger qui menacerait « nos valeurs » et « notre identité ». Sans parler des amalgames réguliers associant immigration et terrorisme.

On se souvient, il y a quelques mois, des candidats-réfugiés dans un camp de fortune, attendant d'être reçus par l'Office des Etrangers.

« Chaos », « envahissement »... Des termes peu amènes ont rapidement circulé, créant un sentiment d'insécurité diffus au sein de la population belge ; sentiment qui fit l'objet d'une instrumentalisation malsaine. Lors d'un récent séminaire¹, Damienne Martin de l'asbl CIRÉ (Département « Détention & expulsion / Dynamiques d'action collective ») posait le cadre: « *On a affaire à un discours politique, avec une organisation du chaos. Car ce dernier est moins causé par les arrivées récentes que par le refus des gouvernements de traiter ces arrivées* ».

L'actuel gouvernement fédéral belge joue donc sur les 2 tableaux : tout d'abord, assimiler les arrivées de migrants à une « invasion », générant ainsi une angoisse sourde au sein des populations. Un climat instable qui permet alors de faire passer des mesures visant à restreindre la portée du statut même de réfugié. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'équipe gouvernementale actuelle n'y va pas avec le dos de la cuiller : limitation du statut dans le temps, accroissement de la logique d'enfermement et d'expulsion... Et les récents attentats à Bruxelles renforcent encore la peur ; cette même angoisse créant des amalgames visant à assimiler le migrant en général, et le réfugié en particulier, à de dangereux terroristes.

Face à ces constats, il nous paraît utile de « remettre l'église au milieu du village ».

Quelques chiffres tout d'abord : selon le rapport 2014 de l'UNHCR (Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés), il y aurait 214 millions de migrants dans le monde ; autrement dit, 3% de la population mondiale. Contrairement aux idées reçues, ce pourcentage demeure stable depuis plus d'un demi-siècle. Ceux qui crient à « l'envahissement » risquent bien d'être déçus...

Frilosité

Quant à l'Europe, elle accueille (si l'on peut dire...) à peine 10% des 60 millions de réfugiés venu du monde entier. Deux tiers de ces gens sont en fait des « déplacés internes » qui demeurent dans leur propre pays ou région, souvent dans l'espoir de voir la situation s'améliorer quelque peu.

De surcroît, bon nombre de ces réfugiés trouvent asile dans des pays appelés pudiquement « en voie de développement ». Un exemple parmi tant d'autres, le Liban (4,4 millions d'habitants) a accueilli près d'1,5 million de Syriens en 2015. La Belgique, (11 millions d'habitants) a vu 7.500 Syriens être accueillis en 2015, ce qui fait moins d'une personne pour 1.000 habitants.

Ajoutons enfin que nous avons parfois la mémoire courte, car le « pic » de 2015 n'atteint pas les chiffres de la crise du Kosovo en 1999-2000. A cette époque, dans notre pays, les demandes d'asile atteindront le chiffre de 42 691 ; contre 35 476 en 2015². Dans plus de 50 % des cas, ces demandes ont effectivement abouti à une protection. Preuve supplémentaire du réel danger qui existe quand on vit en Syrie, en Irak ou encore en Afghanistan. « *La majorité des 60 millions de réfugiés dans le monde est bloquée dans des camps situés à proximité de leur pays d'origine (les réfugiés syriens, par exemple, sont surtout au Liban, en Jordanie et en Turquie). Or, selon une étude de 2013, plus la situation s'envenime dans le pays d'origine —ou dans les camps— et plus l'hostilité de la population*

¹ « Un autre regard sur l'immigration », séminaire d'actualité organisé par le CEPAG le 25 mars 2016.

² Chiffres donnés par le CGRA (<http://www.cgra.be/fr/actualite/statistiques-dasile-bilan-2015>).

locale augmente —ce qui nourrit l'extrémisme et, du coup, le terrorisme là-bas. Pour le politologue Josh Hampson, qui écrivait ces lignes deux semaines avant les attentats de Paris, «[nous risquons plus gros en n'accueillant pas des réfugiés](#)»³. A méditer, loin de sentiers battus.

De toute manière, les migrations ne sont jamais que le reflet des déséquilibres entre pays pauvres et riches. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs quand plus de 80% des richesses mondiales sont dans les mains de moins de 10% de la population ?

Mais alors, pourquoi ces craintes, alors que les statistiques montrent et démontrent à suffisance que nous ne sommes pas « envahis » ?

Plusieurs facteurs complexes entrent sans doute en ligne de compte ; l'un d'eux se situant certainement au niveau de la précarisation croissante de nos sociétés face aux multiples crises économiques et sociales provoquées par un ultralibéralisme cynique.

Autre cause : la déstabilisation de régions entières du monde abandonnées à leur triste sort, après avoir été les instruments de la realpolitik internationale.

Peur

Face à cette situation, la plupart des pays de l'Union européenne prônent une « fermeté » face aux arrivées récentes de migrants. Car dorénavant, les migrations sont ressenties comme un danger pour les sociétés d'accueil : terrorisme, menace pour l'économie... Tout y passe, sans oublier l'incontournable « ça coûte de l'argent ». Sur ce dernier point, on relèvera quand même que les frais liés à la politique migratoire de la Belgique représentent à peine 0,15% du budget de l'Etat.

Ce repli sur soi a atteint des sommets lorsque l'Union européenne a récemment négocié avec le président turc Erdogan, subitement redevenu très fréquentable, un accord (marchandage ?) qui prévoit le retour en Turquie de tous les migrants entrés illégalement en Grèce depuis le 20 mars, soit environ 6000 personnes.

Le texte précise que pour chaque Syrien renvoyé de Grèce, un autre sera admis dans l'UE, avec un maximum de 72 000 places. On en oublierait presque qu'il s'agit d'êtres humains et non de vulgaires colis...

On peut raisonnablement s'interroger sur ces pratiques nauséabondes qui servent surtout les intérêts de politiques sécuritaires et liberticides, tout en détournant l'attention des peuples des vrais problèmes économiques et sociaux. La technique du bouc émissaire a encore de beaux jours devant elle.

Comme si cela ne suffisait pas, il se développe également un discours basement utilitariste qui distinguerait les « mauvais » migrants des « bons ». Dans la première catégorie se trouveraient ceux qui quittent leur pays en quête d'un avenir économique meilleur. Les autres, qui pourraient être (éventuellement) acceptés, seraient les personnes qui fuient les conflits. Et encore... Pourvu qu'ils rapportent. Or, il n'est point question d'une quelconque « rentabilité » dans le texte de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Un texte que certains voudraient voir réduit, voire

³ Cité par <http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2015/11/17/faut-avoir-peur-refugies>.

carrément supprimé. N'est-ce pas Bart De Wever (NVA) qui déclarait que « *la Convention garantit un même accès à la sécurité sociale que celui qui vaut pour les propres ressortissants du pays d'accueil*, a-t-il expliqué. *"Mais la sécurité sociale de 1951 n'est pas comparable à l'actuelle. Certains pays ont développé un système de sécurité sociale très généreux et ouvert, et la Convention offre aujourd'hui une porte d'entrée aux réfugiés qui viennent l'intégrer.* »⁴ ?

On ne peut boucler ce trop rapide tour de la question sans parler du rôle des femmes. En effet, derrière une fausse image de fragilité, ces dernières jouent un rôle essentiel, aussi bien dans la décision initiale du départ que dans la stratégie migratoire en général. Comme le souligne Alice Poncelet⁵ : « *Les femmes jouent aussi un grand rôle dans le processus d'intégration des enfants, même lorsque leur propre intégration passe au second plan* ».

On pourrait également inverser le raisonnement : les Belges ne sont-ils pas aussi des migrants ? En 2014, environ 500.000 Belges vivaient à l'étranger. Sept Belges sur 10 de l'étranger vivent en Europe...

Enfin, il est plus qu'urgent de ré-humaniser notre vision des migrants, alors que des milliers d'entre eux meurent lors de périlleuses traversées: « *Selon [l'Organisation internationale pour les migrations \(OIM\)](#), au moins 304 enfants sont morts, dans l'indifférence quasi générale, en Méditerranée depuis la noyade du petit Aylan Kurdi, le 2 septembre 2015.* »⁶

Qui a dit que ces gens émigraient pour le plaisir ?

⁴ « Demandes d'asile : Bart De Wever veut adapter la Convention de Genève », in « La Libre Belgique », 22/09/2015.

⁵ Attachée scientifique – Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM), animatrice « diversité » à AFICO asbl

⁶ Pierre Breteau : « Plus de 300 enfants morts en Méditerranée depuis septembre », in « Le Monde », 02/02/2016.